

TRAITÉ DE COOPÉRATION EN MATIÈRE DE BREVETS

Expéditeur : L'ADMINISTRATION CHARGÉE DE
LA RECHERCHE INTERNATIONALE

RECEIVED

06 OCT 2004

PCT

WIPO

PCT

Destinataire :

voir le formulaire PCT/ISA/220

OPINION ÉCRITE DE L'ADMINISTRATION CHARGÉE DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE

(règle 43bis.1 du PCT)

Date d'expédition
(jour/mois/année) voir le formulaire PCT/ISA/210 (deuxième feuille)

Référence du dossier du déposant ou du mandataire
voir le formulaire PCT/ISA/220

POUR SUITE À DONNER
Voir le point 2 ci-dessous

Demande internationale No.
PCT/FR2004/000105

Date du dépôt international (jour/mois/année)
19.01.2004

Date de priorité (jour/mois/année)

Classification internationale des brevets (CIB) ou à la fois classification nationale et CIB
A01D34/416, B29C47/00, B29C69/02, B29C55/18

Déposant
SPEED FRANCE

1. La présente opinion contient des indications et les pages correspondantes relatives aux points suivants :

- ☒ Cadre n° I Base de l'opinion
- ☒ Cadre n° II Priorité
- ☐ Cadre n° III Absence de formulation d'opinion quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle
- ☐ Cadre n° IV Absence d'unité de l'invention
- ☒ Cadre n° V Déclaration motivée selon la règle 43bis.1(a)(i) quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration
- ☐ Cadre n° VI Certains documents cités
- ☒ Cadre n° VII Irrégularités dans la demande internationale
- ☐ Cadre n° VIII Observations relatives à la demande internationale

2. SUITE À DONNER

Si une demande d'examen préliminaire internationale est présentée, la présente opinion sera considérée comme une opinion écrite de l'administration chargée de l'examen préliminaire international, sauf dans le cas où le déposant a choisi une administration différente de la présente administration aux fins de l'examen préliminaire international et que l'administration considérée a notifié au Bureau international, selon la règle 66.1bis.b), qu'elle n'entend pas considérer comme les siennes les opinions écrites de la présente administration chargée de la recherche internationale.

Si, comme cela est indiqué ci-dessus, la présente opinion écrite est considérée comme l'opinion écrite de l'administration chargée de l'examen préliminaire international, le déposant est invité à soumettre à l'administration chargée de l'examen préliminaire international une réponse écrite, avec le cas échéant des modifications, avant l'expiration d'un délai de 3 mois à compter de la date d'envoi du formulaire PCT/ISA/220 ou avant l'expiration d'un délai de 22 mois à compter de la date de priorité, le délai expirant le dernier devant être appliqué.

Pour plus de détails sur les possibilités offertes au déposant, se référer au formulaire PCT/ISA/220.

3. Pour de plus amples détails, se référer aux notes relatives au formulaire PCT/ISA/220.

Nom et adresse postale de l'administration chargée de la
recherche internationale



Office européen des brevets
D-80298 Munich
Tél. +49 89 2399 - 0 Tx: 523656 epmu d
Fax: +49 89 2399 - 4465

Fonctionnaire autorisé

Foulger, C

N° de téléphone +49 89 2399-2944



**OPINION ECRITE DE L'ADMINISTRATION
CHARGEE DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE**

Demande internationale n°
PCT/FR2004/000105

Cadre n° I Base de l'opinion

1. En ce qui concerne la **langue**, la présente opinion a été établie sur la base de la demande internationale dans la langue dans laquelle elle a été déposée, sauf indication contraire donnée sous ce point.
☐ La présente opinion a été établie sur la base d'une traduction de la langue dans laquelle la demande internationale a été déposée dans la langue suivante , qui est la langue de la traduction remise aux fins de la recherche internationale (selon les règles 12.3 et 23.1.b)).
2. En ce qui concerne **la ou les séquences de nucléotides ou d'acides aminés** divulguées dans la demande internationale, le cas échéant, la recherche internationale a été effectuée sur la base des éléments suivants :
 - a. Nature de l'élément :
☐ un listage de la ou des séquences
☐ un ou des tableaux relatifs au listage de la ou des séquences
 - b. Type de support :
☐ sur papier sous forme écrite
☐ sur support électronique sous forme déchiffrable par ordinateur
 - c. Moment du dépôt ou de la remise :
☐ contenu(s) dans la demande internationale telle que déposée
☐ déposé(s) avec la demande internationale, sous forme déchiffrable par ordinateur
☐ remis ultérieurement à la présente administration aux fins de la recherche
3. ☐ De plus, lorsque plus d'une version ou d'une copie d'un listage des séquences ou d'un ou plusieurs tableaux y relatifs a été déposée, les déclarations requises selon lesquelles les informations fournies ultérieurement ou au titre de copies supplémentaires sont identiques à celles initialement fournies et ne vont pas au-delà de la divulgation faite dans la demande internationale telle que déposée initialement, selon le cas, ont été remises.
4. Commentaires complémentaires :

**OPINION ECRITE DE L'ADMINISTRATION
CHARGEE DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE**

Demande internationale n°
PCT/FR2004/000105

Cadre n° II Priorité

1. ☒ Le ou les documents suivants n'ont pas encore été remis :

☒ copie de la demande antérieure dont la priorité a été revendiquée (règles 43bis.1 et 66.7.a)).

☐ traduction de la demande antérieure dont la priorité a été revendiquée (règles 43bis.1 et 66.7.b)).

En conséquence, il n'a pas été possible de considérer comme valable la revendication de priorité. La présente opinion a néanmoins été établie sur la présomption selon laquelle la date pertinente est la date de la priorité revendiquée.

2. ☐ La présente opinion a été établie comme si aucune priorité n'avait été revendiquée, du fait que la revendication de priorité a été jugée non valable (règles 43bis.1 et 64.1). Dès lors pour les besoins de la présente opinion, la date du dépôt international indiquée plus haut est considérée comme la date pertinente.

3. Observations complémentaires, le cas échéant :

Cadre n° V Déclaration motivée selon la règle 43bis.1(a)(i) quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration

1. Déclaration

Nouveauté	Oui:	Revendications	1-13,17-20
	Non:	Revendications	14-16
Activité inventive	Oui:	Revendications	1-13,17-20
	Non:	Revendications	14-16
Possibilité d'application industrielle	Oui:	Revendications	1-20
	Non:	Revendications	

2. Citations et explications

voir feuille séparée

Cadre n° VII Irrégularités dans la demande internationale

Les irrégularités suivantes, concernant la forme ou le contenu de la demande internationale, ont été constatées :

voir feuille séparée

Concernant le point V

Déclaration motivée quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration

1. Le document DE 198 17 883 (D1), qui est considéré comme étant l'état de la technique le plus proche de l'objet de la revendication 1, décrit (les références entre parenthèses s'appliquent à ce document) un procédé de fabrication d'un filament de coupe pour appareil de coupe de végétation tel que débroussailleuse ou coupe-bordures (revendication 1, ligne 1), le filament étant réalisé en matériau synthétique (revendication 1, ligne 3) à chaînes moléculaires allongées comprenant les étapes suivantes:
 - a. amener le filament dans un état de viscosité contrôlée,
 - b. étirer le filament selon sa longueur pour réaliser une première orientation moléculaire longitudinale (revendication 7),

- 1.1. Par conséquent, le procédé de la revendication 1 diffère du procédé connu de D1 en ce qu'on impose au filament un changement de section transversale apte à provoquer une réorientation partielle des chaînes moléculaires dans une direction transversale.

L'objet de la revendication 1 est donc nouveau (article 33(2) PCT).

- 1.2. Le problème que la présente invention se propose de résoudre est d'obtenir une meilleure résistance à l'usure par arrachement transversal de la matière du filament (voir description page 6, paragraphe 5) combinée à une bonne résistance à la traction du filament.

La solution à ce problème proposée dans la revendication 1 est considérée comme impliquant une activité inventive (article 33(3) PCT), et ce pour les raisons suivantes:

Aucun des documents disponibles concernant les filaments de coupe ne montre ou ne suggère une réorientation partielle des chaînes moléculaires dans une direction transversale combinée à un étirement selon la longueur du filament.

Le document US 6,045,911 (D2) décrit l'emboutissage du filament afin de former des

dents. Le but de cet emboutissage n'est pas de réorganiser les chaînes moléculaires transversalement. De plus D2 ne décrit pas l'étirage longitudinal du filament.

Les documents DE 1 704 986 (D3) et FR 1.319.050 (D4) décrivent l'étirage biaxial de bandes de plastiques destinées à lier des objets. Ces bandes de plastique présentent une grande résistance longitudinale et transversale. Cependant les conditions d'utilisation et les dimensions de ces bandes sont totalement différentes de celle d'un filament de coupe. L'homme de métier ne serait donc pas amené à envisager la combinaison d'une étape de fabrication d'une telle bande avec les étapes de fabrications du procédé selon D2.

Le procédé selon la revendication 1 est donc considéré comme impliquant une activité inventive.

2. Les revendications 2 à 13 dépendent de la revendication 1 et satisfont donc également, en tant que telles, aux conditions requises par le PCT en ce qui concerne la nouveauté et l'activité inventive.

3. La présente demande ne remplit pas les conditions du PCT, l'objet de la revendication 14 n'étant pas conforme au critère de nouveauté défini par l'article 33(2) PCT, pour les raisons suivantes:

3.1. Le document US 6,045,911 (D2) décrit (en reprenant la terminologie de la revendication 1) un filament de coupe pour un appareil de coupe de végétation (revendication 1, ligne 1), le filament étant réalisé en un matériau synthétique à chaînes moléculaires allongées tel qu'un polyamide (colonne 4, ligne 67) où, dans au moins une zone de la section transversale du filament, l'orientation des chaînes moléculaires s'écarte d'une orientation longitudinale (colonne 6, lignes 56 à 58).

En effet, le filament selon D2, n'a pas subi d'étirage selon sa longueur. L'orientation des chaînes moléculaires, surtout après les déformations lors de l'emboutissage du filament (figure 34), s'écarte donc d'une orientation longitudinale. Il s'agit d'une caractéristique implicite au document D2.

3.2. Ceci est l'exacte formulation de la revendication 14 dont l'objet, par conséquent, n'est

pas nouveau.

4. Quant à l'examen des revendications dépendantes de produit 15 à 20, il a fait apparaître que les caractéristiques additionnelles présentées dans les revendications 14 à 16 sont connues de D2. L'objet des revendications 17 à 20 est nouveau par rapport au document D2 et il semble que, combinées avec les caractéristiques contenues dans la revendication indépendante 14, elles rendraient l'objet de la revendication inventif.

Re Item VII : Certain defects in the international application.

1. Les revendications indépendantes 1 et 14 sont présentées en deux parties comme prévu par la règle 6.3 b) PCT. Cependant les caractéristiques connues en combinaison de l'état de la technique le plus proche ne figurent pas dans le préambule des revendications (règle 6.3 b) i) PCT).
2. Pour satisfaire aux conditions énoncées à la Règle 5.1 a) ii) PCT, il appartient au demandeur d'introduire dans la description une référence aux documents D1 et D2 ainsi qu'un résumé des parties pertinentes de ces documents qui se rapportent à l'objet de la demande.



A l'Office européen des brevets

Entrée dans la phase européenne (l'OEB agissant en qualité d'office désigné ou élu)

Numéro de dépôt de la demande de brevet européen	EP04703193.5
Numéro de dépôt PCT	PCT/FR2004/000105
Numéro de publication PCT	WO2005077143
Référence du demandeur ou du mandataire	66561
1. Demandeur Les renseignements concernant le(s) demandeur(s) figurent dans la publication internationale ou ont été enregistrés par le Bureau international après la publication internationale. Les changements qui n'ont pas encore été enregistrés par le Bureau international sont indiqués ci-après: Adresse pour la correspondance	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>
2. Mandataire 1 Ce mandataire sera inscrit au Registre européen des brevets et c'est à lui que les significations seront faites Nom Adresse professionnelle Téléphone Télécopie e-mail L'(es) autre(s) mandataire(s) est(sont) indiqué(s) ci-après:	TETAZ, M. Franck Cabinet Regimbeau 129, rue Servient LYON cedex 03, 69326 France +33 4 26 84 34 40 +33 4 26 84 34 49 lyon@regimbeau.fr <input checked="" type="checkbox"/> SCHRIMPF, M. Robert WARCOIN, M. Jacques AHNER, M. Francis TEXIER, M. Christian LE FORESTIER, M. Eric CALLON DE LAMARCK, M. Jean-Robert COLLIN, M. Jérôme
3. Pouvoir général: Un pouvoir spécial est joint. Un pouvoir général a été enregistré sous le n° Un pouvoir général a été déposé mais n'est pas encore enregistré. Le pouvoir déposé auprès de l'OEB agissant en qualité d'office récepteur au titre du PCT s'applique expressément à la phase européenne.	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
4. Requête en examen Il est demandé que soit examinée la demande de brevet conformément à l'art. 94 CBE. Il est (a été, sera) procédé au paiement de la taxe d'examen. Requête en examen dans une langue non officielle autorisée:	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
5. Copies	

Les pièces requises selon les règles 5.2 et 13ter PCT et la règle 111(3) CBE ont déjà été déposées auprès de l'OEB.

La liste de séquences faisant partie de la description est jointe en annexe en format PDF.

La liste de séquences ne contient pas d'éléments s'étendant au-delà du contenu de la demande telle qu'elle a été déposée.

Les données de la liste de séquences sont également jointes en annexe sous une forme lisible par ordinateur, conformément à la norme OMPI 25.

Les données de la liste de séquences sous une forme lisible par ordinateur conformément à la norme OMPI 25 sont identiques à la liste de séquences au format PDF.

☐

☐

☐

☐

☐

10. Taxes de désignation

10.1 Il est actuellement envisagé de payer un montant correspondant à sept fois la taxe de désignation. Les taxes de désignation sont ainsi réputées payées pour tous les Etats contractants de la CBE désignés dans la demande internationale (art. 2, point 3 du RRT).

AT BE BG CH&LI CY CZ DE DK EE ES FI FR GB GR HU IE IT LU MC NL PT RO SE SI SK TR

10.2 Contrairement à ce qui est indiqué au n° 10.1, il est actuellement envisagé de payer moins de sept taxes de désignation pour les Etats contractants de la CBE suivants désignés dans la demande internationale:

10.3 Si un ordre de prélèvement automatique est donné (rubrique 12), il est demandé à l'OEB de prélever, à l'expiration du délai normal visé à la règle 107(1)d) CBE, un montant correspondant à sept fois la taxe de désignation. Si les Etats sont indiqués au n° 10.2, l'OEB débitera les taxes de désignation uniquement pour ces Etats, sauf instructions contraires reçues avant l'expiration du délai de base.

☒

☐

☒

11. Extension des effets du brevet européen

La présente demande est également réputée demande d'extension à tous les Etats non contractants de la CBE désignés dans la demande internationale, avec lesquels existaient, lors du dépôt de la demande, des "accords d'extension". Toutefois, l'extension ne produit ses effets que si la taxe d'extension prescrite est acquittée.

Il est actuellement envisagé de payer la taxe d'extension pour les Etats suivants:

☒

12. Liste des documents annexes

Description des pièces	Nom du dossier original	Nom du dossier attribué
------------------------	-------------------------	-------------------------

13. Ordre de prélèvement automatique

Devise

L'OEB est autorisé, en vertu de la réglementation relative à la procédure de prélèvement automatique, à prélever du compte de dépôt ci-dessous les taxes et les coûts dus. Pour les taxes de désignation, cf. "Etats". L'OEB est également autorisé, à l'expiration du délai de base pour le paiement des taxes d'extension, à prélever ces taxes pour chacun des Etats concernés indiqués sous "Etats", sauf instructions contraires avant l'expiration dudit délai.

N° du compte courant

Titulaire du compte

☒
EUR

28040004

Cabinet REGIMBEAU

14. Les remboursements éventuels sont à effectuer sur le compte courant suivant ouvert auprès de l'OEB

Numéro et titulaire du compte

☒

Cabinet REGIMBEAU, 28040004

15. Taxes

		Coefficient / Réduction utilisé	Barème des taxes	Montant à payer
15-1	002e Taxe de recherche européenne supplémentaire pour demandes déposées avant le 01.07.2005	0	720.00	0.00
15-2	005 Taxe de désignation	7	80.00	560.00
15-3	006e Euro-PCT sans rapport de recherche supplémentaire	1	1 490.00	1 490.00

15-4	015 Taxe pour chaque revendication	10	45.00	450.00
15-5	020 Taxe nationale de base pour une demande internationale	1	95.00	95.00
15-6	033 Taxe annuelle pour la 3e année	1	400.00	400.00
Total:			EUR	2 995.00

16. Annotations**17. Signature(s) du (des) demandeur(s) ou du mandataire**

Lieu:	Lyon
Date:	03 août 2006
Signé par:	FR, Cabinet Regimbeau, F. Tetaz 4935
Fonction:	(Mandataire)



Europäisches
Patentamt

European
Patent Office

Office européen
des brevets

Accusé de réception

Par la présente, nous accusons réception du formulaire d'entrée d'entrée dans la phase européenne (OEB en tant qu'office désigné ou office élu), comme suit:

Numéro de soumission	144863	
Numéro de demande PCT	PCT/FR2004/000105	
Date de réception	03 août 2006	
Office récepteur	Office européen des brevets, La Haye	
Votre référence	66561	
Demandeur		
Pays		
Documents produits	package-data.xml ep-euro-pct.xml	epf1200.pdf (4 p.) application-body.xml
Effectué par	FR, Cabinet Regimbeau, F. Tetaz 4935 Subject: FR, Cabinet Regimbeau, F. Tetaz 4935; Issuer: , European Patent Office, European Patent Office CA	
Méthode de soumission	En ligne	
Date et heure de réception	03 août, 2006, 15:47:38 (CEST)	
Digest	40:00:A7:E9:92:1F:32:D9:B6:E7:C9:CD:78:4F:3B:C6:BD:BA:C6:D9	

/Office européen des brevets/



P.B.5818 - Patentlaan 2
2280 HV Rijswijk (ZH)
T (070) 3 40 20 40
FAX (070) 3 40 30 16

Europäisches
Patentamt

European
Patent Office

Office européen
des brevets

Generaldirektion 1

Directorate General 1

Direction générale 1



MARTIN, Jean-Jacques
Cabinet Regimbeau
20, Rue De Chazelles
Cedex 17
F-75847 Paris Cedex 17
FRANCE

Service clientèle OEB

Tel.: +31 (0)70 340 45 00

Date

30.06.06

Référence	Demande n°/Brevet N° 04703193.5 - 2313 PCT/FR2004000105
Demandeur/Titulaire SPEED FRANCE	

Entrée dans la phase européenne devant l'Office Européen des Brevets

Les informations ci-dessous apportent des précisions sur les actes à effectuer pour qu'une demande entre dans la phase européenne devant l'Office Européen des Brevets (OEB). Il est instamment recommandé de les lire attentivement. Si les actes nécessaires ne sont pas accomplis dans les délais, la demande risque d'être réputée retirée.

1. La demande de brevet internationale précitée a reçu le numéro de demande européenne 04703193.5.
2. Les demandeurs qui n'ont ni domicile ni siège sur le territoire de l'un des Etats contractants de la CBE peuvent eux-mêmes engager le traitement européen de la demande internationale, à condition qu'ils le fassent avant l'expiration du 31ème mois à compter de la date de priorité (cf. également à ce propos le point 6 de la présente lettre d'information).

Pendant la phase européenne devant l'OEB agissant en qualité d'Office désigné ou d'Office élu, ces demandeurs doivent toutefois être représentés par un mandataire agréé (art. 133(2) et 134(1) et (7) CBE).

Les actes de procédure accomplis après l'expiration du 31ème mois par le mandataire qui était compétent pour la phase internationale, mais n'était pas agréé auprès de l'OEB, sont sans effet et donnent lieu par conséquent à des pertes de droits.

Il est à noter qu'un mandataire agréé auprès de l'OEB qui aurait déjà agi pour le demandeur pendant la phase internationale, n'est pas automatiquement réputé mandataire pour la phase européenne. Il est dès lors vivement recommandé de désigner à temps un tel mandataire si l'on veut charger celui-ci d'engager la demande dans la phase européenne, faute de quoi l'OEB devra adresser toutes les notifications directement au demandeur.

3. Les demandeurs qui ont leur domicile ou leur siège sur le territoire de l'un des Etats contractants de la CBE ne sont pas tenus de désigner un mandataire agréé auprès de l'OEB pour la phase européenne devant l'OEB agissant en qualité d'Office désigné ou d'Office élu. **Etant donné la complexité de la procédure, il est toutefois recommandé à ces demandeurs de désigner eux aussi un tel mandataire.**
4. Il est vivement recommandé aux demandeurs et aux mandataires agréés d'utiliser le formulaire 1200 de l'OEB (qui peut être obtenu gratuitement auprès de l'OEB) pour l'engagement de la phase européenne. Son utilisation n'est cependant pas impérative.



Pour l'entrée dans la phase européenne devant l'OEB, il convient d'accomplir les actes de procédure énumérés ci-après. Il est à noter que si les actes nécessaires ne sont pas accomplis, ou qu'ils ne le sont pas valablement, il en résultera une perte de droits ou d'autres préjudices juridiques.

Avant l'expiration du 31ème mois à compter de la date de dépôt ou (le cas échéant) de la date de priorité la plus ancienne, lorsque l'OEB agit en qualité d'Office désigné (art. 22(1) et (3) PCT) ou en qualité d'Office élu (art. 39(1) PCT):

5.1

- Remise d'une traduction de la demande internationale dans une des langues officielles de l'OEB, si le Bureau international n'a pas publié la demande dans une de ces langues (art. 22(1) PCT et règle 107(1)a) CBE).

Si la traduction n'est pas remise dans les délais, la demande internationale devant l'OEB est réputée retirée (règle 108(1) CBE).

La perte de droit est réputée ne pas s'être produite si, dans un délai supplémentaire de deux mois à compter de la signification d'une notification de l'OEB, la traduction est produite en même temps qu'une surtaxe est acquittée (règle 108(3) CBE).

- b) Paiement de la taxe nationale de base (EUR 170,00) et de la taxe de recherche, lorsqu'un rapport complémentaire de recherche européenne doit être établi (EUR 720,00; règle 107(1)c) et e) CBE).
- c) Paiement des taxes de désignation (EUR 80,00) pour tout Etat contractant désigné (règle 107(1)d) CBE), lorsque le délai prévu à l'article 79(2) CBE expire avant le délai de 31 mois, le montant de sept fois cette taxe étant le paiement pour tous les états contractants.
- d) Présentation de la requête écrite en examen et paiement de la taxe d'examen (EUR 1490,00; règle 107(1)f) CBE) lorsque le délai prévu à l'article 94(2) CBE expire avant le délai de 31 mois.
- e) Paiement de la 3ème taxe annuelle (EUR 400,00) lorsque celle-ci est exigible avant l'expiration du délai de 31 mois (règle 107(1)g) CBE).

Si les taxes exigibles visées sous b) à d) ne sont pas acquittées dans les délais ou si la requête écrite en examen n'est pas produite dans les délais, la demande internationale devant l'OEB est réputée retirée, ou la désignation de l'Etat contractant concerné est réputée retirée (règle 108(1) et (2) CBE). Toutefois, les taxes peuvent être encore valablement acquittées sous réserve du paiement simultané des surtaxes correspondantes, dans un délai supplémentaire de deux mois à compter de la signification d'une notification de l'OEB (règle 108(3) CBE). Dans le cas de la taxe annuelle visée sous e), ce délai supplémentaire est de six mois à compter de l'échéance (art. 86(2) CBE).

Pour un résumé de la situation relatif aux taxes de recherche et d'examen, voir JO OEB 11/2005, 577 et 03/2006.

- 5.2 Si les pièces de la demande sur lesquelles se fonde la procédure de délivrance européenne comportent plus de dix revendications, une taxe de revendication doit être acquittée pour toute revendication en sus de la dixième dans le délai de 31 mois prévu à la règle 107(1) CBE (règle 110(1) CBE). Toutefois, cette taxe peut être encore acquittée dans un délai supplémentaire d'un mois à compter de la signification d'une notification correspondante émise par l'OEB (règle 110(2) CBE).

6. Si un mandataire agissait pour le demandeur pendant la phase internationale de la demande, cette lettre d'information lui est envoyée avec prière d'informer en conséquence le demandeur.

Toutes les autres notifications seront adressées au demandeur ou à son mandataire européen, si sa désignation a été communiqué à temps à l'OEB.



7. De plus amples détails concernant les délais et les actes de procédure devant l'OEB agissant en qualité d'Office désigné ou d'Office élu figurent dans la brochure

Comment obtenir un brevet européen
Guide du déposant (2ème partie)
Procédure PCT devant l'OEB - "EURO-PCT".

Le texte de cette brochure, la liste des mandataires agréés auprès de l'OEB, le formulaire 1200 de l'OEB à utiliser, ainsi que les taxes actuellement en vigueur peuvent être consultés sur l'Internet, à l'adresse suivante:

<http://www.european-patent-office.org>

Section de dépôt

